

Histoire d'une organisation

Le 2 novembre 1983, à San Petru di Venacu, A FIUMARA tenait son assemblée générale constitutive.

Cette assemblée regroupait des militants ayant eut des expériences variées, dans le mouvement national ou dans la mouvance communiste et des militants de la IV^{ème} Internationale. A l'époque, en pleine répression, il n'y avait pas de possibilité de mener des débats de fonds indispensables à toute Lutte de Libération Nationale majeure. Ceci étant dû à la nature même des structures de luttes existantes; une direction politique clandestine dictait les ordres aux militants publics. Pourtant, personne n'était dupe, les cadres des organisations existantes (M.C.A et F.L.N.C) avaient des origines politiques trop différentes pour que l'unité nationale face à l'état colonial occulte indéfiniment les choix de sociétés. A l'opposé, le Parti Communiste Français, ayant une vision stalinienne du droit des peuples à disposer d'eux mêmes, niait le fait colonial, et le fait national corse. Etant opposés à ces deux lignes politiques, il nous paraissait indispensable de nous construire de manière indépendante.

Dès le début de notre apparition, nous avons donc été pris en tenaille entre la direction nationaliste (pour laquelle nous n'étions que la secte des gauchistes français) et la direction du P.C.F (pour laquelle, bien évidemment, nous n'étions que des sous-marins du Front). Cela ne nous a pas empêché de développer rapidement nos axes politiques et d'affirmer notre identité de militants révolutionnaires anti-capitalistes et donc, anti-colonialistes. Nos luttes syndicales, dans la C.G.T, nous donnait un solide ancrage dans le monde du travail.

Dès 1984, nous avons commencé à mener des campagnes politiques effectives. Avec u Collectivu Naziunalistu Corsu nous avons occupés des terres (à Cavru) destinées à de jeunes agriculteurs , que certains voulaient transformer en Golf. Par la suite, nous avons participer, avec le C.N.C, le P.P.C et U Cumunu, à l'élaboration d'une première chartre revendicative; 'U Disingannu'.

A Fiumara s'est d'abord essentiellement construite sur la ville d'Aiacciu. Notre profil "militant", et la clarté de nos discours ont attirés de nombreux jeunes issus des quartiers populaires. Nous avons eut de ce fait, pendant quelques temps, une image d'organisation jeune. Avec cet apport de force vive nous avons alors pu structurer un journal 'A Fiumara' et lui assurer une bonne diffusion, en particulier sur la ville d'Aiacciu (nous vendions

jusqu'à 400 exemplaires du journal sur les Cannes et les Salines). Sur le plan de la lutte internationaliste, nous avons participer à la création du 'Cumitatu Sulidarita Corsica-América Latina'. Notre travail dans la jeunesse se traduisait par l'animation des Comités d'Action Lycéens qui ont fonctionné durant trois années consécutives, et qui ont permis de mener de nombreux conflits pour l'amélioration des conditions de vie et de travail dans les lycées (Fesch, Letizia, Finosellu).

1984, c'est aussi L'année où le parti fasciste de Le Pen cessait d'être un groupuscule. Le travail anti-raciste et anti-fasciste devenait une de nos priorités. Notre démarche était d'autant plus nécessaire, que le mouvement national n'avait pas de discours clair sur la question, et laissait une partie non-négligeable de sa base, fleurir avec un xénophobie aux couleurs locales. Ainsi bon nombre de murs voyaient fleurir les 'Arabacci Fora' où autre 'Luchesi Fora', De plus, si la haine contre l'état français et les colons nous semblait légitime, elle ne pouvait servir de prétexte à tous les excès (racket et menace de mort) sur de modestes travailleurs, à cause de leurs patronymes français, Nous ne pouvions accepter ces dérives.

Notre première campagne anti-raciste fut une diffusion à grande échelle de brochures anti-fascistes et un affichage massif sur la ville d'Aiacciu, qui nous valu quelques 'vifs accrochages' avec quelques nostalgiques de l'ordre noir, et autres racistes.

SEMU TUTTI FRATELLI

أَخِنُوا كُلَّنَا أَخِفَان



INNÒ À U RAZZISMU

لَا لِلْعُنْصِيَّةِ

A FIUMARA



**A FIUMARA
BP 758-20167
MEZZAVIA**

En 1985, notre implantation sur les quartiers populaires d'ajacciu s'est poursuivie, avec l'ouverture d'un local aux Salines. Notre presse était toujours présente. Cette année là, la répression battait son plein, et nous ne nous privions pas de la dénoncer, tout comme la misérable place que l'on réservait à la langue corse dans le système éducatif français. Dans le domaine syndical, nous étions présents sur de nombreux conflits. Nous avons également structuré un comité de défense des jeunes chômeurs (à noter que le S.T.C. n'avait pas apporté son soutien à cette initiative).

Membres fondateurs du collectif anti-raciste 'Ava Basta', nous avons oeuvré à l'organisation d'un concert international contre le racisme (Groupes corses et étrangers) qui rassembla à Ajacciu plus de 3 000 personnes. Ce concert fut l'occasion de l'intervention, pour la première fois en Corse, d'un représentant de l'African National Congress.

En 1986, le retour de la droite au pouvoir, signifiait une répression à outrance contre la lutte du peuple corse, et une offensive généralisée contre les acquis sociaux. Cette situation nous imposait d'être plus vigilants. Nous développons une ligne syndicale d'actions unitaires entre sections C.G.T et S.T.C. Nous nous sommes pleinement investis dans les durs conflits de la L.M.R et de l'hôpital de Casteluciu. Par ailleurs la question d'un éclaircissement de nos relations avec certaines structures politiques de la LLN, était gelée par le meurtre de deux tunisiens perpétré par le FLNC, exécution que nous avons fermement condamnée.

Faute de moyens financiers, la parution du journal fut temporairement suspendue. Ce qui ne nous empêcha pas de diffuser des bulletins de quartiers intitulés 'Bandera Rossa'.

En été, A Fiumara était représentée au sein de la Brigade de solidarité corse, envoyée au Nicaragua pour construire une école, dans le cadre d'une initiative du comité 'Corsica-América Latina'. Nous avons également, à l'occasion d'un rassemblement international, pu rencontrer des représentants des mouvements nationalistes Irlandais, Basques, Catalans, Kanaques et Québécois. La rentrée fut marquée par la mobilisation de la jeunesse corse contre le Projet de loi Devaquet, dans laquelle nous étions partie prenante, à travers les C.A.L.

1987 débute avec la dissolution du M.C.A et de A Riscossa par Pasqua. Nous sommes dans la rue aux côtés de ceux qui entendent poursuivre la lutte pour les droits nationaux du peuple corse. Un débat

A FIUMARA

GHJURNALE D'I MARXISTI REVOLUZIONARI CORSI

1986 CRISE, A QUIL' ADDITION

Faire payer la crise aux travailleurs aura été le mot d'ordre du gouvernement François-Mitterrand tout au long de l'année 85. Cette politique inaugurée sous Mauroy, compte tenu du programme du 2e tour des élections de 81 était prévisible. Il n'est possible d'appliquer ce qui est le début de solutions à la crise, qu'en précisant que celle-ci n'est pas due aux soit-disantes nécessités de rendre l'industrie et plus généralement l'ensemble des secteurs productifs de l'économie, compétitive. Rentrer dans ce genre de débats conduit obligatoirement à appliquer des remèdes qu'un économiste de droite comme Barre ne dénigrerait pas. Les contradictions propres au mode de production capitaliste aboutissent à l'économie mondiale au chaos et à la catastrophe, car la notion dominante de ce système est le profit obtenu dans les meilleures conditions, non pas pour aller vers la satisfaction des besoins de l'ensemble d'une société, mais au contraire tend à l'accumulation des profits d'une minorité qui maîtrise les moyens de production et approprie les bénéfices réalisés. Le fait que la crise soit mondiale n'est aujourd'hui nié par personne. La situation des pays du tiers-monde qui sont depuis longtemps les fournisseurs de matières premières et de main d'œuvre, est dramatique. Cela ne tient pas contrairement aux idées trop souvent avancées (surtout par les maîtres à penser de la droite et de l'extrême droite) à une prétendue incapacité de ces peuples à développer. Cette théorie fautive masque habilement les vraies raisons du non-développement des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine.

SOMMAIRE :

- 1 EDITO
- 2 SAHARY
- 3 FLEXIBILITE : 25-85, cinquante ans après
- 4 I FASCISTI FORA !
- 5 NICARAGUA : STAT D'URGENCE
- 6 COLOMBIE : LES COULISSES D'UNE DEMOCRATIE
- 7 AFFAIRE GREENSPACE : TERRORISME D'ETAT
- 8 LES COURANTS DE GAUCHE DANS SOLIDARISME
- 9 PHOTONIA : IMPERIALISME ET APARTHEID

La domination totale des continents précédemment nommés par les pays industrialisés est la condition de la prospérité de ces derniers. Toute la production de café au Brésil, par exemple, est destinée uniquement à l'exportation, ceci se passe en fonction de besoins d'exploitations imposés par les grandes compagnies nord-américaines qui peuvent jusqu'à posséder les terrains sur le sol brésilien même.

Si elles ne produisent pas elles-mêmes, ces sociétés (ayant le monopole de la commercialisation et du transport) fixent en toute impunité les prix à l'achat et peuvent vendre au prix que bon leur semble. C'est ce qu'on appelle la loi de l'offre et de la demande...

Les variations des prix mondiaux à la hausse ou à la baisse ne sont donc jamais le fait du Brésil qui dans l'affaire est complètement tenu à l'écart des décisions. Le gouvernement de ces pays, à la suite des USA, prend les ordres de WASHINGTON dans tous les domaines : organisation de l'économie, mise en place des moyens politiques, militaires, rien ne peut se faire sans que Reagan n'en soit averti. Cela avec la complicité des classes dominantes brésiliennes dont le sort dépend exclusivement des intérêts américains. Pendant ce temps, les travailleurs payés, les ouvriers, vivent dans les pires conditions.

Aux côtés de misère, à l'absence de protections sociales, à la quasi-analphabétisation, viennent s'ajouter les restric-

GIJENNAGIU 86, PREZZU SF' A FIUMARA BP 758 20167 MEZZAVIA

traverse alors notre organisation, sur notre positionnement dans le mouvement national. Deux positions se manifestent alors : Certains pensent que "les structures petites bourgeoises de la L.L.N, tournerons toujours le dos aux intérêts des travailleurs corses, et qu'il faut éviter tout rapprochement structurel, en maintenant une ligne d'organisation communiste révolutionnaire". Une seconde tendance affirme "Qu'il est temps de se situer clairement dans le mouvement national, sans renoncer à notre identité et à notre construction, mais en investissant les contres-pouvoirs (C.S.C et S.T.C notamment)".

Parallèlement, A Fiumara tentait de fonder avec d'autres U Partitu Rivuluzionari di i Travagliadori. Le 15 juillet, lors de la venue de Le Pen à Ajacciu, avec 'Ava Basta' et le Groupe Anti Fasciste, nous organisons un rassemblement devant la maison natale de Danielle Casanova, qui attira 200 personnes, et un contre-affichage en règle sur les affiches du Front national.

Pendant cette campagne, les débats se poursuivent et une majorité de l'organisation se prononce pour que A Fiumara se situe plus clairement dans le mouvement national, sur la base de la constitution d'un front large anti-capitaliste et anti-colonialiste.

En 1988, nous développons les mots d'ordre 'Maffia no !' et 'Lotta Populara'. Nous affinons nos analyses sur la société corse et ses dynamiques internes, sur le socialisme corse à construire. Au même moment apparaît un mouvement; 'A Chjama pè l'Inipendenza è u Sicialisimu'. Nous aurons des débats avec cette organisation, qui se concretiseront, entre autre, par la tenue en été 88, des assises pour l'indépendance (Une centaine de personnes y ont assistées), et par la parution d'articles A Fiumara dans le journal 'A Chjama'. IL ne nous a pas paru souhaitable de maintenir la voie d'un rapprochement structurel avec 'A Chjama'. En effet, nous ne militerons jamais pour l'indépendance, sans donner un contenu clair, en terme de choix de société, à cette notion.

1988, voit également le retour du P.S au pouvoir, et une déclaration fracassante du FLNC, qui annonce une trêve des actions militaires. IL nous paraissait évident que la direction nationaliste avait eut des contacts avec l'état français. Nous faisons, à l'époque, l'analyse que le pouvoir socialiste allait essayer de gagner du temps en proposant un paravent réformiste (Projet Joxe) comme solution aux problèmes corses. Le ton général était au dialogue, et nous nous investissions dans les espaces de convergences, comme par exemple, la démarche pour 'la plate forme en 10 points', ou mouvements progressistes et nationalistes débattaient ensemble. Nous avons fait aussi le choix de continuer notre combat syndical en entrant au S.T.C. Cela nous permis de participer au second congrès de cette structure, ou nous avons mener la bataille pour une ligne anti-capitaliste, ouverte à tous les travailleurs de Corse. Nous avons également participé à la mise en place de la **cuordinazione nazionale**, espace de dialogue et d'action regroupant toutes les organisations nationalistes.

1989, est une année clé, elle à placé les organisations nationalistes face à une situation devant laquelle il était impossible de se défilier, IL fallait choisir quels intérêts défendre ! La problématique était historique, il y avait 25 000 travailleurs corses en lutte, sur des revendications sectorielles, certes, mais ce qu'il fallait analyser, c'est qu'on avait pour la première fois depuis longtemps un puissant mouvement populaire déterminé, face à l'état français, qui pendant quelques jours en Corse, n'était plus représenté que par sa police et son armée. A Bastia et à Ajaccio, nous avons été à l'initiative de manifestations qui ont regroupé plusieurs centaines de lycéens, en solidarité avec les travailleurs en lutte.

Les positions d'A Fiumara étaient claires ; c'était là une opportunité historique pour faire la jonction entre le mouvement ouvrier et le mouvement national. Les organisations nationalistes auraient du prendre la direction de ce conflit populaire, en l'étendant aux secteurs du privé, et en y intégrant des revendications politiques. C'est ce que nous avons tenter d'expliquer en multipliant les diffusions de tracts. Certains militants du S.T.C partageaient cette analyse, et des sections entières ont ainsi eut une part active dans le conflit.

La manifestation du 1er avril 1989, n'a pas aider à clarifier les choses. Au lieu de se joindre au mouvement populaire, la direction du mouvement nationaliste a pris les devants, en manifestant avec le patronat insulaire, pour une solution globale; Ce qui a permis à l'état français de noyer le poisson avec des promesses de tables rondes, qui ne débouchèrent évidemment, sur rien . C'était là un choix de classe, qui d'après nous, devait inévitablement déboucher sur une grave crise aux sein de A cuncolta et du F.L.N.C. A la fin de l'été, une première scission se produisit, avec la création de l'Accolta Nazionali Corsa , dont le projet de société n'était pas clairement défini.

**CONTINUE TERRITORIALE
PRIME AUX REQUINS**

**Contre le colonialisme
et la vie chère**



IL faut cependant reconnaître que l'A.N.C avait alors fait un pas significatif dans l'analyse de la réalité sociale du peuple corse. A la fin de l'année nous avons organisé une réunion publique à Aiacciu sur le thème 'Après 70 de Stalinisme, ou va l'URSS', qui a attiré une centaine de personnes. Nous avons conjointement mener une campagne de soutien aux travailleurs roumains en lutte contre la dictature de Ceaucescu, en expliquant ainsi pourquoi le stalinisme n'avait jamais constitué pour nous la réalisation du socialisme.

En 1990, notre organisation s'agrandit. Le projet Joxe se précise. Dans la base nationaliste, on accuse une partie de la direction de mener des négociations secrètes avec le gouvernement socialiste dans la perspective d'obtenir une place au soleil. Les élections municipales de Bastia provoquent une crise entre l'U.P.C et A Cuncolta, qui élabore la liste 'Populu Vivu', dont le programme dénonce les chimères du plan Joxe. Nous avons officiellement apporté notre soutien à cette liste et diffusé largement un tract expliquant notre positionnement, dans les quartiers populaires de Bastia.

Notre activité syndicale battait son plein. Un de nos militant fut élu secrétaire général adjoint du S.T.C.

Nous avons fait reparaître notre presse, le journal ayant pris le nom d' 'A Causgiula', fut bien vendu sur tout le territoire national.

En automne se produit une importante mobilisation de la jeunesse corse pour la défense de langue corse, nous sommes présent dans l'A.L.C (Bastia), dans la C.S.C (Corti) et dans le M.L.C (Aiacciu).

1990 se termine avec de graves tensions au sein du FLNC, qui s'articule autour de son rôle de direction politique. Une nouvelle scission au sein de A Cuncolta aboutit à la création du M.P.A, qui inscrit son combat dans le développement capitaliste et libéral de la Corse. Aussitôt après, le F.L.N.C explose. Une conférence réunissant 400 militants à borgu, annonce la création du FLNC Historique, soutenu par la Cuncolta, qui pronaît alors un Socialisme 'qui ne serait ni celui de mitterand, ni celui des pays de l'est', tout en insistant sur l'éthique, et sur la dimension populaire de la lutte.

En mars 1991, après un débat interne et des réunions bilatérales, Les militants d' A Fiumara intégrèrent A Cuncolta, tout en gardant leur appartenance à la IV ème Internationale, et bien qu'ayant obtenu le droit d'avoir une presse spécifique, nous avons suspendu la parution de notre journal. Notre travail à été de constituer un apport théorique pour tenter de définir, avec

d'autres militants, cette voie corse au socialisme, U Secondu Quarternu constituant une bonne base de travail.

Au 3 ème congrès du S.T.C, l'enjeu était l'affirmation d'une ligne syndicale de lutte, et nous avons fourni un travail de préparation très important avec les militants Cuncolta et ANC, présents dans le S.T.C, Bien que numériquement majoritaires, n'avons fait que 42 % des voix !

Les territoriales approchaient, et pour négocier leur place sur la liste Corsica Nazione, certains étaient près à tourner le dos aux travailleurs. Max Siméoni réussit même à imposer le 'Gel des enjeux stratégiques'. IL ne fut plus vu d'un très bon oeil de se battre pour le socialisme au sein d'A Cuncolta, Malgré cela, convaincus qu'il fallait un puissant rapport de force face à l'état français, nous avons fait campagne pour 'Corsica Nazione'. Nous pensions alors qu'il était possible, en y travaillant avec des militants de gauche, que A Cuncolta se ressaisisse.

En 1992, nous avons activement participer à la mobilisation contre la venue de Le Pen. En mars, après le bon résultat de Corsica Nazione, nous avons, avec d'autres militants réalisé un important document pédagogique intitulé 'L.L.N et Question Sociale', largement diffusé à toutes les sections Cuncolta, en vue de l'A.G de Juin. Puis survint le drame le Furiani, où de graves problèmes d'éthique apparaissent. En assemblée générale, la motion 'Front Social' que nous avons en partie élaboré, eut 23 % des voix, mais travailler dans les structures Cuncolta, dans un climat quotidien de ragots, d'intoxication et de déstabilisation, devenait pénible. Puis vint l'échéance de Maastricht, ou, en désaccord avec la pseudo-position de A Cuncolta nous avons fondé le comité 'Inno à Maastricht'. Peu de temps après, nous avons quitté A Cuncolta, en septembre 1992.

En 1993, les militants de la IV ème Internationale se sont regroupés de manière informelle, et ont décidé de refonder A Fiumara, le manque d'une expression réellement de gauche, se faisant actuellement sentir. Après l'assassinat d'un militant nationaliste, nous avons participé à la création du Cunitatu Robertu è Letizia Sozzi. A l'université, nos militants, au sein de Ghjuventù Paolina, luttent pour un syndicalisme émancipateur. Depuis cet été, notre presse réapparaît. En octobre, nous avons tenu une assemblée générale, au terme de laquelle nous affirmons notre volonté d'oeuvrer à la construction d'une véritable 'Manca Corsa', de continuer, avec tous ceux qui le souhaitent, 'a Lotta Populara di Libérazione Naziunale'